Les Possibles — No. 03 Printemps 2014

Organisation internationale du travail (OIT)

vendredi 23 mai 2014, par Jacques Cossart

Sous le titre « Promouvoir le travail décent dans l'industrie chimique : Initiatives novatrices », l'Organisation internationale du travail (OIT) publie une étude qui vante les dispositions prises par cette industrie pour y promouvoir un « travail décent et productif ».

1/ Novatrices, les initiatives de l'industrie chimique ?

Sous le titre « Promouvoir le travail décent dans l'industrie chimique : Initiatives novatrices », l'Organisation internationale du travail (OIT) publie une étude qui vante les dispositions prises par cette industrie pour y promouvoir un « travail décent et productif ».

Serait-ce parce que l'OIT est, c'est tant mieux, une agence tripartite de l'ONU – associant à égalité des représentants des États, des salariés et des employeurs – qu'elle publie ce rapport particulièrement laudatif à l'égard du patronat de ce secteur ?

Ledit secteur occupe, en 2011, la première place dans les échanges mondiaux, même si, depuis 1967, les soldes des échanges dans cette filière, de l'Allemagne, du Japon, de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis ont vu leur pourcentage dans le commerce mondial diminuer, pendant que celui de la Chine rejoignait celui des grands pays industrialisés.

S'agissant d'emplois décents, il est difficile de ne pas se référer aux grandes catastrophes provoquées par l'industrie chimique. Si Bhopal en Inde et ses 25 000 victimes, il y a trente ans, reste encore présente dans tous les esprits, il semble bien que Dow Chemical (le fabriquant de l'« agent orange » de sinistre mémoire), qui a racheté en 2001 Union Carbide, le propriétaire de l'usine à l'époque, n'ait pas à supporter les conséquences de ces comportements criminels ; c'est en effet, en chiffre d'affaires, le deuxième groupe mondial chimique (57 milliards de dollars), derrière BASF.

Au-delà de cette catastrophe emblématique, l'industrie chimique est en bonne place, sans doute la première avec l'industrie pétrolière, dans le palmarès des responsables des dizaines de grandes catastrophes industrielles du 21e siècle. Les États-Unis ont officiellement enregistré en 2012, pour l'industrie chimique, 22 morts et 2,3 % de blessés. Beaucoup plus inquiétants, les chiffres fournis par l'OIT sont, pour 2008, de plus de 651 000 morts « dus à une exposition à des substances dangereuses, notamment à des produits chimiques utilisés au travail ». Tout aussi effrayants sont les pourcentages de morts provoquées par des substances chimiques, jusqu'à 15 % pour les cancers du poumon !

On ne peut, dès lors, que se réjouir des efforts que cette industrie entreprendrait. En effet, l'affaire n'est pas mince, puisque l'OIT recense dans les cinq pays comptant chacun plus de 100 000 travailleurs dans ce secteur (Allemagne, Brésil, Chine, Japon, Russie), près de 3,3 millions d'employés, dont 2,5 millions en Chine. Il convient d'y ajouter les près de 800 000 employés états-uniens qui, bizarrement, ne sont pas pris en compte dans l'étude de l'OIT, ce qui porte à 4,1 millions le nombre de salariés pour les six pays considérés.

Le chiffre d'affaires global est évalué par l'OIT à 3 600 milliards dollars en 2011. En dix ans (2000-2010), il aurait augmenté de 63 %. Aux États-Unis, le salaire médian lui, n'aurait varié que de 2,2 % entre 2012 et 2013.

Même s'il est parfaitement compréhensible que l'OIT se rapproche de l'industrie pour mener ses enquêtes, on est quelque peu surpris à l'énoncé des têtes de chapitre de ce rapport : initiatives pour accroître l'employabilité, accroître la notoriété de la marque, partenariats dans l'éducation. De même, on peut rester dubitatif à la lecture de la conclusion du rapport : « le dialogue social peut être un moyen efficace de remédier aux conséquences négatives d'ordre économique, social et politique de la crise financière mondiale qui persiste et de renforcer la confiance entre les mandants tripartites en vue d'affronter les défis actuels et à venir de l'industrie chimique ».

2/ Rapport sur le travail dans le monde 2013

Chaque année, l'OIT publie un rapport sur le travail dans le monde ; le titre du rapport 2013, publié en anglais, Repairing the economic and social fabric, porte sur la nécessité de restaurer le tissu économique et social. Pourtant, son contenu montre bien l'ambivalence de cette agence de l'ONU. Elle se reflète aussi d'ailleurs au niveau de son organisation ; un directeur général élu – il vient habituellement du monde syndical – et un président du conseil d'administration, élu lui aussi, plutôt choisi dans le milieu politique ou patronal – les trois derniers présidents français sont Gilles de Robien, Philippe Seguin et Yvon Chotard,

ancien dirigeant du CNPF. Cette dualité se retrouve dans les publications de l'OIT, d'une part celles qui s'inscrivent dans la « norme » internationale dont le « la » est donné par les organisations financières internationales, et d'autre part des publications spécifiques plus « indépendantes ». Le rapport annuel entre plutôt dans la première catégorie : respecter l'idéologie dominante, en montrant la partie du verre à moitié plein plutôt que l'autre. Le rapport 2013 ne déroge pas à l'habitude. La page 35 en fournit un parfait exemple : le commentaire indique, en titre, que dans les économies émergentes et en voie de développement, la taille des catégories à revenu moyen augmente au cours de la première décennie 2000, alors que les graphiques donnés en illustration indiquent que le nombre d'êtres humains vivant avec moins de 2 $ par jour a augmenté dans les pays pauvres pour atteindre toujours, dans les deux groupes de pays retenus, quelque 1,8 milliard à la fin de la décennie.

On peut aussi se reporter à des rapports ou ouvrages moins contraints, comme par exemple unrapport publié en janvier 2014 à propos de la mise en place d'une croissance tirée par les salaires. Bien sûr, on y sacrifie à l'indispensable croissance, mais on y énonce aussi que « la raison principale pour laquelle les travailleurs ne reçoivent qu'une part réduite du revenu national, c'est l'existence des politiques de ces trente dernières années qui ont distribué les revenus non pas par rapport au travail, mais par rapport au capital ». On y lit encore que l'accroissement des inégalités a pour causes des politiques menées dès avant la crise qui les a encore accentuées.

Aussi étrange que cela puisse paraître, on remarque de nouveau l'évocation de la « théorie » du ruissellement ; elle prétend, on le sait, qu'il ne sert à rien d'imposer les riches puisque, sans prélèvements, ceux-ci dépenseraient leur argent, faisant ainsi « tourner la machine économique » créant de l'emploi. Magie que n'avait pas comprise Keynes ! Il semble bien cependant que, avec beaucoup d'autres, l'OIT ne porte guère grand crédit à ce postulat.